

Revendiquer les premiers temps de l'histoire de l'Afrique au lendemain de l'indépendance

Le 30 octobre 2020 Par Adebayo Olukoshi, Tetteh Hormeku-Ajei, Aishu Balaji et Anita Nayar
<https://consortiumnews.com/2020/10/30/reclaiming-africas-early-post-independence-history/>

Adebayo Olukoshi, directeur pour l'Afrique et l'Asie de l'Ouest à International IDEA [Institute for Democracy and International Assistance, NdT] fait partie du comité consultatif de Post-Colonialisms Today.

Tetteh Hormeku-Ajei est responsable des programmes de Third World Network-Africa et du groupe de travail "Post-Colonialisms Today".

Aishu Balaji est coordinatrice au sein de Regions Refocus et fait partie du secrétariat de Post-Colonialisms Today.

Anita Nayar est directrice de Regions Refocus et fait partie du secrétariat de Post-Colonialisms Today.

à Accra, Ghana

L'Afrique est un pays



Le centre d'Accra, Ghana, 2019. (Muntaka Chasant, CC BY-SA 4.0, Wikimedia Commons)

Les auteurs expliquent ici l'état d'austérité quasi permanent que le néolibéralisme a imposé à une grande partie du continent.

En 1965, Kwame Nkrumah a décrit le paradoxe du néocolonialisme en Afrique, expliquant que « le sol continue d'enrichir, non pas les Africains en premier lieu, mais les groupes et les individus qui travaillent à l'appauvrissement de l'Afrique. » Il a saisi ce qui continue d'être une caractéristique essentielle de l'économie politique africaine.

En raison du néolibéralisme contemporain, de nombreux États africains restent dépendants de l'exportation de leurs matières premières pour enrichir le Nord de la planète, leur politique intérieure étant entravée par des programmes inéquitables d'aide, de commerce et d'investissement et par ce qui est maintenant, après presque quatre décennies d'ajustement structurel, un état d'austérité quasi permanent.

Malgré ses échecs manifestes, le néolibéralisme continue de régenter les politiques sur le continent, appuyé par un acharnement idéologique et un système de conditionnalité qui a asphyxié toute possibilité d'imaginer et rechercher des alternatives. Les gouvernements africains de la période qui a suivi immédiatement les indépendances ont remis en question l'exploitation néocoloniale du continent.



Les ministres africains des finances lors de la conférence de presse du FMI au siège du FMI à Washington, 2007. De gauche à droite : Christina Duarte du Cap-Vert, Abou-Baker Traoré du Mali, Shamsuddeen Usman du Nigeria, Zakia Meghji de Tanzanie. (Thomas Dooley via Wikimedia)

Quelles que soient leurs orientations idéologiques, les gouvernements ont considéré que la principale mission de leur époque était de garantir leur pouvoir politique et économique en se libérant de leur place d'inféodé dans l'ordre économique mondial et d'imaginer une nouvelle place. Par opposition à l'externalisation actuelle de l'élaboration des politiques, ils ont répondu de manière créative aux intérêts matériels de la majorité des gens ordinaires.

L'État a parrainé et/ou implanté des industries ; fourni une éducation universelle pour favoriser les compétences nécessaires à la transformation de l'économie ; construit des infrastructures sociales pour faciliter le travail reproductif [désigne les tâches ménagères non rémunérées, NdT] ; s'est dissocié des monnaies coloniales ; a mis des ressources à la disposition des producteurs nationaux et des femmes par le biais de politiques de développement de la banque centrale ; travaillé à diversifier les sources de revenus ; et construit une solidarité régionale.

Le projet post-indépendance a été miné et dévoyé par les efforts déployés par les gouvernements du Nord, y compris les anciennes puissances colonisatrices. Ils ont perturbé les gouvernements africains par des tentatives d'assassinat et des coups d'État, et ont saisi l'occasion du krach des matières premières des années 1980 qui a dévasté les économies africaines, les obligeant à accepter les prêts de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (BM/FMI) sous condition de libéralisation, d'austérité et de privatisations.

Quatre décennies plus tard, la domination idéologique du néolibéralisme est bien ancrée. Les lieux de la pensée et du savoir progressistes ont été fragmentés, la transmission du savoir-faire a été monopolisée par la logique du marché libre, et les mauvaises interprétations tendancieuses de la période post-indépendance en termes d'idéologie, d'état et d'inefficacité abondent, favorisant un ressenti que la déclaration thatchériste : « il n'y a pas d'alternative. » résume parfaitement.

Des erreurs d'interprétation largement répandues

Trois interprétations erronées largement répandues de la période post-indépendance ont été invoquées pour imposer des programmes d'ajustement structurel dans les années 1980 et elles continuent de sous-tendre l'hégémonie néolibérale en Afrique.

Tout d'abord, la BM/FMI et les gouvernements du Nord ont considéré les dirigeants de l'après-indépendance comme

exagérément dogmatiques afin de discréditer l'ensemble de leur action. En réalité, cependant, si le ferment idéologique était bien présent, l'éventail des politiques adoptées par les gouvernements africains pour affirmer la souveraineté économique était sensiblement le même à travers le spectre idéologique.

Le Kenya d'orientation capitaliste, la Zambie humaniste socialiste, le Ghana socialiste scientifique, le Sénégal reposant sur la négritude et la Côte d'Ivoire de Houphouët-Boigny ont donné à l'État un rôle central dans la transformation sociale et économique post-coloniale, souvent motivés par l'éthique collective consistant à répondre aux besoins de la société en l'absence de toute classe capitaliste privée locale significative, et des niveaux d'investissement nécessaires à la transformation.

Cela s'est souvent traduit par la création d'entreprises d'État et de lourds investissements en capital humain, par des politiques fiscales et monétaires interventionnistes et par un engagement constant (bien qu'en définitive incohérent) en faveur des importations au détriment de l'industrialisation.

La fausse uniformisation du projet de développement post-indépendance comme un échec de l'idéologie a permis de positionner le néolibéralisme comme un remède « objectif » et « rationnel » à cette période plutôt que comme une idéologie par elle-même, susceptible d'être contestée.

Deuxièmement, le rôle important de l'État dans la politique de développement post-indépendance a été rendu responsable des problèmes de développement de l'Afrique et utilisé pour justifier l'installation du marché comme solution, jetant les bases d'une privatisation et d'une déréglementation à grande échelle. En réalité, cependant, toutes les économies post-indépendance étaient largement orientées vers le marché, avec des secteurs clés dominés par les capitaux étrangers, perpétuant ainsi les modèles coloniaux.



Statues de musiciens traditionnels au mausolée d'Accra de Kwame Nkrumah, premier président du Ghana. (Guido Sohne, Flickr, CC BY SA-2.0)

Les capitaux étrangers

Les gouvernements de l'après-indépendance ont cependant entrepris de réglementer les capitaux étrangers, en nationalisant par exemple les industries stratégiques et en contrôlant les capitaux. En définitive, l'incapacité à réduire la domination des capitaux étrangers, la dépendance persistante vis à vis des exportations de matières premières et les fluctuations du système économique mondial ont contribué à saper le projet de développement post-indépendance.

Cette réalité a été occultée afin de faire de l'intervention de l'État un bouc émissaire, justifiant ainsi une plus grande pénétration des capitaux étrangers et une intégration continue dans un ordre économique mondial injuste. Thandika Mkandawire et Charles Soludo ont dénoncé l'hypocrisie de ce raisonnement, soulignant que le projet post-indépendance était bien conforme à l'orientation politique mondialiste.

L'Europe de l'après-dépression s'est reconstruite grâce à une intervention massive des États, et le plan Marshall dirigé par les États-Unis était loin d'être un exercice axé sur le marché. Comme l'a fait remarquer Ha-Joon Chang, la délégitimation de l'État en tant qu'acteur du développement en Afrique a privé le continent des instruments politiques pourtant utilisés par le Nord pour se développer.



Reconstruction de Berlin-Ouest après 1948. La plaque indique : « Programme Urgence Berlin - avec l'aide du plan Marshall. » (St.Krekeler, Wikimedia Commons)

Enfin, le mythe des institutions faibles et inefficaces dans la période post-indépendance a sous-tendu les efforts visant à démanteler l'État ainsi que son rôle dans l'économie et le financement du système social.

Cela donne une image fautive de ce qui a été une période politique exceptionnellement cohérente sur le continent, au cours de laquelle la politique tarifaire et la fiscalité étaient stables, tout comme les plans et budgets de développement public. Mkandawire et Soludo indiquent que les acteurs néolibéraux comme la BM/FMI n'ont tout simplement pas compris les multiples rôles des institutions dans la période post-indépendance : les bureaux de poste ruraux étaient également des caisses d'épargne et des lieux de rencontre pour la communauté, le Cocoa Marketing Board au Ghana servait également à collecter des fonds pour financer l'éducation.

La destruction du tissu social

Ainsi, lorsqu'au cours de l'ajustement structurel, ces institutions ont été démantelées et remplacées par des organismes standardisés et à vocation unique, cela a détruit le tissu social qui était inhérent au programme post-indépendance. Par exemple, après le démantèlement de l'Office de commercialisation du cacao, géré par l'État, les universités ont été contraintes de collecter des fonds privés, et ces donateurs ont, au fil du temps, remodelé et dépolitisé le contenu des programmes d'études.

Le sentiment de dislocation, d'aliénation et de marchandisation qui en a résulté a sapé les efforts soutenus des gouvernements post-indépendance pour favoriser l'intégration socio-économique. La période qui a suivi l'indépendance a été marquée par toute une série de faiblesses, essentiellement dues à l'incapacité de résoudre correctement le problème des inégalités entre les femmes et les hommes, de favoriser les travailleurs indépendants et les mouvements paysans ou de mettre en place des systèmes de gouvernance locale décentralisés et puissants.

Toutefois, par rapport à l'ère néolibérale, l'objectif de transformation structurelle était d'une grande clarté et nombreux étaient les efforts politiques visant à transformer les schémas néocoloniaux qui continuent aujourd'hui de s'imposer sur le continent.

Les questions que les gouvernements de l'après-indépendance ont posées, et auxquelles ils ont formulé des politiques en guise de réponses, ont été quasiment ignorées par le néolibéralisme. Il est donc essentiel que les Africains aillent au-delà des discours récurrents qui servent à soutenir le néolibéralisme et réaffirment que les expériences africaines de cette période constituent un point d'ancrage pour les alternatives de développement.